



PRÉSENTATION

Critique, sciences sociales et communication : deux ou trois choses que nous savons d'elles

Éric George

Professeur titulaire à l'École des médias
Centre de recherche GRICIS
Université du Québec à Montréal

Fabien Granjon

Sociologue – Professeur en Sciences de l'information et de la communication
Centre d'Études sur les Médias, les Technologies et l'Internationalisation
Université Paris 8 – Vincennes à Saint-Denis

De 2010 à 2012, le Centre de recherche GRICIS a tenu un ensemble de séminaires animés par Éric George, quant à la place et au rôle de la critique en communication. Ce séminaire a permis de donner la parole à vingt-sept conférenciers et donné lieu à la tenue de riches débats. Aussi, le succès de cette première initiative nous a donné envie de prolonger l'aventure par l'organisation d'un colloque international. Celui-ci s'est tenu, les 7 et 8 mai 2012 à Montréal, sur le thème *Où (en) est la critique en communication ?* et a alors rassemblé plus d'une soixantaine d'intervenantes et d'intervenants originaires d'Afrique, des deux Amériques et d'Europe. Les actes du colloque publiés l'an passé (Kane, George, 2013) colligent une bonne partie des propos tenus pendant ces deux journées. Toutefois, nous avons considéré qu'il y avait pertinence à demander à plusieurs collègues, certains ayant participé au colloque, d'autres pas, de poursuivre les échanges en apportant de plus conséquentes contributions qui seraient alors rassemblées dans un ouvrage ayant pour thème *Critique, sciences sociales et communication*. Ce projet éditorial qui a trouvé à se matérialiser dans l'*opus* que vous avez présentement sous les yeux a été rendu possible par l'octroi d'une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada. Il convient donc ici de remercier l'organisme de subvention fédéral canadien, sans lequel ce livre n'aurait pu voir le jour. Nous devons bien évidemment faire état de notre reconnaissance à tous les auteurs, dont nombre de chercheurs permanents ou associés du GRICIS, qui ont bien voulu investir de leur temps, de leur énergie et de leur talent, afin de réaliser le présent ouvrage. Il nous importe enfin de remercier l'ensemble des membres du comité scientifique de la collection *MediaCritic* pour leurs lectures, leurs commentaires et leurs suggestions, lesquels ont permis d'améliorer sensiblement les premières versions des différents chapitres ici réunis.

Lorsque le cycle de séminaires *Pensée critique et communication* a été lancé au début de l'hiver 2010, il est apparu à plusieurs d'entre nous que l'université, pourtant historiquement l'un des principaux lieux de la contestation sociale, s'avérait plutôt en décalage (voire parfois en contradiction) avec les « nécessités (de la) critique », que ce soit au sein des études en communication, champ qui nous intéressait au premier chef, mais aussi dans d'autres disciplines des sciences humaines et sociales. Nous nous sommes alors demandés si ce constat ne tendait pas à confirmer le « naufrage de l'université » qu'évoquait déjà Michel Freitag au mitan des années 1990. À y regarder de plus près, la production symbolique critique semble pourtant, au moins en certains espaces géographiques (France, États-Unis, etc.), ne jamais avoir été si florissante. On pourrait même d'ailleurs s'inquiéter du fait que la plupart des penseurs critiques contemporains sont des universitaires. Depuis, au moins, la seconde guerre mondiale, on assiste en effet à une importante professionnalisation et une forte académisation de la pensée critique qui tendrait ainsi à rester principalement confinée au sein de l'*Alma mater*. Si certains acteurs de la critique sociale produisent des théories critiques, la grande majorité des pensées fondées sur ce type d'attendus

restent néanmoins le fait d'universitaires qui sont soumis à des logiques de division sociale du travail intellectuel, de spécialisation, ainsi qu'à des logiques de champ qui, d'une part, les éloignent de plus en plus d'une condition scolastique qui leur permett(r)ait d'élaborer une pensée autonome essentiellement indexée à des intérêts de connaissance, mais les éloignent aussi, d'autre part, des conditions sociales et politiques de production, propres à faire émerger des connaissances disposant d'une charge critique réelle, c'est-à-dire couplée à un engagement commun pour et dans l'action, indexé à des fins progressistes.

L'un des problèmes que rencontre aujourd'hui la critique, « en communication » comme ailleurs, tient notamment à cette difficulté à faire fond sur une *praxis* conséquente devant faire émerger des brèches susceptibles de fissurer le système capitaliste :

« Le déplacement des frontières du possible, précise Mattelart, ouvre à l'imagination sociale de nouveaux espaces de réflexion et d'action. Face à la conception de l'individu souverain, artisan de sa propre aliénation, ce qui affleure à la surface, c'est le primat du politique et du principe fondateur de la souveraineté populaire, le sujet citoyen et son droit à la communication comme condition de son droit à la dignité. La croyance en la fatalité du nouvel ordre a contribué à mettre entre parenthèses la question cruciale de la responsabilité des intellectuels et autres porteurs de savoir. Ce qui se fait évident, c'est la nécessaire redéfinition du contrat social entre ceux qui sont présumés savoir et ceux qui sont censés ne pas savoir. Ce qui est impensable sans une véritable philosophie des biens publics communs, de nouvelles alliances transversales et de nouveaux liens entre la pratique et la théorie. Cela est devenu une condition pour que prenne forme une pluralité de sociétés de savoir aux antipodes des schémas hiérarchiques et des systèmes d'expertise et de décision de la société de l'information promise. Là réside le sens du combat pour la transformation en réalité de la promesse d'un nouveau lien universel entre les humains grâce au partage de la production et de la circulation des savoirs. Toute pensée critique sous-tend une utopie sociale ».

Aussi faudrait-il s'occuper davantage de cartographier les « territoires » de la critique, ainsi que la manière dont nous devrions les arpenter, mais nul doute qu'il faille participer à des espaces publics de réflexion et d'élaboration politique moins académique, plus « oppositionnels », rassemblant idéalement une grande variété de sujets sociaux engagés : artistes, militants, universitaires critiques et autres citoyens. Il existe évidemment, fort heureusement, des espaces dont la vocation se rapproche de cette nécessité oppositionnelle plurielle, mais le plus souvent, les sphères de la contestation sociale portent un type de critique particulier, trouvent à s'incarner dans des institutions spécialisées et ont peu ou prou tendance à s'isoler des formes de conflictualité portées ou éclairées par d'autres : syndicats, partis politiques, associations, *think tanks* de contre-expertise, champ intellectuel, etc. Rassembler ces forces dispersées pour travailler à la recomposition d'une critique sociale notamment anticapitaliste, globale, conséquente et indexer ces espaces oppositionnels à la nécessité d'un engagement concret sur le terrain du politique, voilà qui semble indispensable à la critique. S'agissant spécifiquement de l'élaboration des idées, cet impératif pousse évidemment, comme nous y invite la *sociologie publique* de Michael Burawoy (<http://burawoy.berkeley.edu>), à nous interroger sur l'obligation d'effectuer des recherches, éventuellement, *sur* la critique sociale et ses objets, d'autre part, *pour* la critique sociale, mais aussi *avec* les acteurs de la critique sociale afin de rendre les savoirs à celles et ceux qui en sont à l'origine et travailler, avec eux, à leur autonomie s'agissant de la production des connaissances qui leur seraient utiles. Aussi convient-il bien de s'extirper de l'univers scolastique et sclérosant de la conjecture théorique et de lutter contre les formes de spéculation gratuite qui n'ont d'autres fins pratiques qu'elles-mêmes. L'idée est de se départir du travers de l'*épistémocentrisme* qui instruit une coupure entre le sujet *réfléchissant*, celui qui *pense* le monde, et le sujet *agissant*, celui qui veut *agir* sur le monde. La charge politique de la critique n'est pleinement effective que si l'on veille à cette réduction entre le *sens pratique* et la *connaissance de la raison théorique* :

« Le sujet de la connaissance ne peut être à lui seul et par la seule puissance de sa réflexion critique le lieu où se manifeste un intérêt pratique pour l'amélioration des conditions sociales d'existence. Cet intérêt doit être enraciné dans la société ; il n'a pas de valeur s'il n'est pas accessible à une autoréflexion réalisée en commun par les intéressés eux-mêmes. Ce n'est pas la connaissance qui peut être en elle-même libératrice, ce sont les ressources sociales disponibles pour que ses destinataires y voient se refléter un intérêt pour une vie meilleure » (Cusset, Haber, 2002 : 9-11).

Toutefois, encore faut-il ne pas tomber dans ce que Gérard Mauger décrit comme un « populisme épistémologique », cette sociologie spontanée qui, sous couvert de ne pas concevoir les sujets sociaux comme des *cultural dopes*, en font nécessairement des pairs des *social scientists*, c'est-à-dire des individus susceptibles de posséder et d'utiliser de compétences de distanciation et d'objectivation similaires à celles, scientifiques, qui sont mobilisées dans le cours d'une analyse critique en sciences sociales : « Je ne vois pas, affirme-t-il, comment poursuivre des recherches sur le monde social sans croire possible de découvrir des "vérités" qu'ignore ou méconnaît le tout-venant » (2013 : 53), et ce, même s'il est évidemment essentiel de reconnaître que les chercheurs en sciences sociales, n'ont pas « le monopole de la critique sociale (même s'ils ont le monopole de la critique "savante" et que l'apprentissage de la sociologie [à considérer dans un sens étendu] n'est sans doute pas la seule voie d'accès à la critique » (*ibid.* : 54).

Les mouvements sociaux sont à l'évidence au nombre de ces espaces susceptibles de s'ajuster au mieux à la *conscience possible* des sujets sociaux (Goldmann, 1971), mais aussi de porter haut l'intégration de la critique, notamment parce qu'ils sont des moments qui donnent « une chance au possible même s'il [ce possible] n'apparaît pas comme le plus probable » (Mauger, 2013 : 7). Et force est de constater que nous avons assisté, ces dernières années, à l'émergence d'une contestation sociale épousant de nouvelles formes de mobilisation (mouvements des *Indignés* et *Occupy* en Espagne, Israël, Turquie, États-Unis) dont on pourrait penser qu'elles facilitent la coalition du *penser*, du *créer* et de l'*agir*, notamment lors des mobilisations de grande envergure qui ont eu lieu dans plusieurs pays arabes (Tunisie, Lybie, Égypte – le « Printemps arabe ») où les régimes politiques en place ont été renversés au terme de processus révolutionnaires. Mattelart souligne à ce propos que :

« Le discours de l'inéquitable, de l'injustice et de l'émancipation ont retrouvé leur crédibilité. Les luttes contre la "séquestration de la parole" des Indignés espagnols ont leur parallèle dans le mouvement vers la démocratisation des médias qui tend à se multiplier dans plusieurs pays de l'Amérique latine où l'on voit se former de vastes fronts unis d'organisations citoyennes les plus diverses, exigeant des autorités des politiques publiques et revendiquant un changement de fond en comble du système des médias audiovisuels ».

Et au moment même où se tenait le colloque *Où (en) est la critique en communication ?*, le Québec connaissait une grève étudiante de grande ampleur (le « Printemps érable »), à laquelle fut consacrée une séance ouverte à des modalités de participation moins académiques. L'occasion nous a donc été donnée de nous interroger sur ce que nous entendions par le terme *critique*, depuis une lutte sociale singulière et au regard de la communication. Ce fut notamment l'occasion de constater une nouvelle fois, qu'au sein du champ de production des biens symboliques, les penseurs critiques entrent « en concurrence » avec les professionnels de la politique et des médias, lesquels produisent également des représentations du monde social et des explications qui se trouvent bien souvent en opposition avec les constructions des sujets sociaux en lutte et de ceux qui en théorisent les actions. Cet antagonisme dans le gouvernement symbolique et idéologique des esprits, ces luttes symboliques de représentation qui sont évidemment des prises de position (politiques) à l'égard de celles et ceux qui sont représentés, posent évidemment la question de la construction des opinions à des fins pratiques. Il rappelle également que la critique doit faire fond sur une épistémologie de la rupture avec le *sens commun* (notamment le champ de conscience des dominés) et tout particulièrement avec l'*idéologie*, lesquels maintiennent les sujets sociaux dans la

méconnaissance de ce qu'ils sont, affaiblissent leur compréhension du monde tel qu'il va, bridant et domestiquant ainsi leurs puissances de penser et d'agir. En d'autres termes, la critique doit amoindrir la tendance d'adaptation au réel et dans le même mouvement projeter de nouvelles manières de dépasser ce réel vers des possibles émancipateurs.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que l'ouvrage de Max Horkheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique* (1996) s'avère être l'une des références parmi les plus mentionnées au sein des différents chapitres. Cet ouvrage insiste en effet sur la nécessité de considérer de conserve ce qui *est* et ce qui *pourrait être*, sans pour autant en appeler à une vision linéaire et téléologique de l'histoire. Haud Guéguen consacre la première partie de son texte à ce livre et rappelle qu'il est impossible de penser la critique sans envisager le possible, « en vertu et à partir duquel il soit permis de contester ou au moins de questionner “ce qui est” (une certaine organisation du travail, un modèle de la socialité, un dispositif technique, etc.) selon la perspective de sa transformation. Le possible constitue en ce sens une catégorie fondamentale de la critique » précise-t-elle. Aussi, s'agit-il de considérer avec Daniel Bensaïd que « s'il existe un sens du réel, il doit bien exister tout autant et non moins légitime un sens du virtuel. [Refuser] l'idée que ce qui est, devait nécessairement être, [refuser] de réduire “le sens du possible” [au] “sens prosaïque du réel” » (2008 : 41 et 182).

Pour Lucien Goldmann (dont Fabien Granjon rappelle qu'il est notamment un collègue « oublié » de Robert Escarpit, universitaire considéré comme l'un des fondateurs des sciences de l'information et de la communication française), « le *possible* est la catégorie fondamentale pour la compréhension de l'histoire humaine et [...] la sociologie dialectique [...] essaie de dégager dans la société qu'elle étudie la conscience possible, les tendances virtuelles qui sont en train de se développer et qui sont orientées vers son dépassement » (1971 : 59). Dans cette perspective, Éric George et Armand Mattelart évoquent les défis de grande ampleur que nous lançent les désastres provoqués par les formes néolibérales du capitalisme. Le premier estime par exemple que l'espèce humaine fait peser de lourdes menaces sur la survie à long terme de l'ensemble des espèces vivantes, elle-même y compris. Le second insiste sur la « crise majeure de civilisation dont on ne peut venir à bout qu'à travers de nouveaux paradigmes de changement social ». Il s'agirait notamment de prendre position « pour la transformation en réalité de la promesse d'un nouveau lien universel entre les humains grâce au partage de la production et de la circulation des savoirs ». Quant à Jean-Guy Lacroix, il considère que le rôle de la pensée critique dans la production de la connaissance, du savoir est d'autant plus fondamental que l'humain, le vivant et la nature doivent faire face à des enjeux considérables inédits dans l'histoire de l'humanité. Il en appelle de ce fait à l'avènement d'une « information-communication autre que celle que nous subissons actuellement, portée par des luttes et des pratiques sociales d'opposition ». Car dans les faits, « le social quotidien actuel » se voit, nous dit-il, « submergé et subsumé par toute cette information-communication aliénée-aliénante, systémiste et totalitaire qui tend à projeter la très grande majorité des citoyens hors de leur humanité ».

Pour appréhender et dénoncer avec acuité les ordres sociaux, mais aussi repérer les puissances émancipatrices non actualisées qu'ils recèlent, Mattelart nous rappelle fort opportunément l'importance du regard historique qui permet de prendre un tant soi peu de recul à des fins d'analyse distanciée, et par exemple, de revenir sous les auspices du long terme, sur des mouvements d'émancipation sociale qui ont marqué les cinquante dernières années. Goldmann souligne que la critique se situe entre « la pure analyse historique du cas localisé et la théorie générale qui efface la différence. [...] On ne peut comprendre un phénomène qu'en l'insérant d'abord dans la structure plus vaste dont il fait partie et où il a une fonction » (1971 : 160-162). Affirmer la nécessité d'une approche structuralo-génétique, c'est donc en appeler à la dialectique, outil épistémologique des plus précieux, sur lequel reviennent notamment Michel Sénécal,

Lacroix et Granjon. Ce dernier la définit comme un processus d'abstraction qui permet de saisir les faits sociaux dans leur dynamique et les éventuelles contradictions qui les traversent : « la manière dont ils changent, interagissent, sont interdépendants et en constante évolution, mais aussi la façon dont le singulier peut toujours se référer à une totalité et en éclairer la logique ». Il rappelle que « la dialectique pose le futur comme un choix à potentiellement effectuer » mais que celui-ci « ne peut faire abstraction des forces/contraintes du présent et doit même inévitablement reposer sur elles ; elle est *archéo-téléo-logique* ». Démarches historiques et dialectiques apparaissent donc étroitement liées. Mattelart affirme ainsi : « La dialectique de la longue durée m'a semblé la plus à même d'orienter mes analyses sur la dynamique du système capitaliste, la construction des hégémonies et hiérarchies, la formation des dissociations et inégalités du monde à travers les "jeux de l'échange" et les réseaux de communication ».

En appliquant précisément une telle démarche, le chapitre d'Angel Badillo, Guillermo Mastrini et Patricia Marengi propose de faire le jour sur les politiques publiques menées à destination de la chose médiatique, et plus particulièrement celles qui se sont succédées ces dernières années au sein des pays du cône sud dirigés par des gouvernements « de gauche ». Si la question des politiques publiques a longtemps été « une discussion d'ordre théorique [essentiellement] développée dans le domaine académique », celle-ci se traduira néanmoins dans les années 1960-1970 (« la décennie du feu »), par une pluralisation des médias de masse et le développement de médias dits « alternatifs », « horizontaux » ou encore « communautaires » dont les expériences notamment chiliennes et péruviennes deviendront emblématiques : « la recherche cesse d'être une activité abstraite, loin de la réalité, et devient un outil utile dans le processus de transformation sociale » (de Melo, 1988 : 410). Aujourd'hui, on assiste à un développement de politiques publiques qui, « soutenues par des composantes de la société civile, ont enfin faites leurs certaines des recommandations de la théorie critique ». Et s'il n'est évidemment pas certain qu'elles permettront « d'atteindre les objectifs d'une plus grande démocratisation de la communication », elles ont toutefois pour elles de tenter de défaire les principes de la dérégulation et les logiques de concentration organisées par les gouvernements libéraux. Dans le sillage de la contribution de Mattelart, le chapitre de Badillo, Mastrini et Marengi nous éclaire également sur la production scientifique critique latino-américaine. Celle-ci est fortement structurée par une approche de type contre-hégémonique (dite « École critique de la communication latino-américaine »), notamment « héritière » de l'École de Francfort, de la pensée chrétienne-marxiste de Paulo Freire », mais puisant également dans les travaux d'Antonio Gramsci ou de ceux de Louis Althusser. La notion de « dépendance » permettra quant à elle d'établir un diagnostic dénonçant la mainmise des États-Unis sur la production médiatique, les transferts technologiques, ainsi que l'idéologie du *take-off* ou du *free flow of information*. Émerge donc une « pensée de la périphérie » qui, au carrefour des notions de domination et de dépendance, s'oppose au « fonctionnalisme du pire » nord-américain (Gumucio Dagron, Tufte, 2008), ainsi qu'à la « colonisation des esprits ».

George insiste sur cette nécessité, toujours actuelle, « de s'inspirer d'autres *épistémè*, autrement dit d'autres modes de production de la connaissance, du savoir ». L'émancipation de la tutelle culturelle occidentale se trouve également au cœur du chapitre d'Oumar Kane, qui nous invite, pour sa part, à dépasser les travaux critiques effectués en Occident. Ce dernier souligne l'importance d'adopter le point de vue d'une dissidence théorique seule capable d'éviter les effets d'un impérialisme épistémique comme Jürgen Habermas a pu en faire preuve à propos de l'Afrique. D'où l'intérêt de l'adoption d'une perspective postcoloniale comme moyen d'opérer une « décolonisation des savoirs » et de contrer les catégories de pensée qui assujettissent les intérêts de connaissance des dominés et renforcent l'écart de fonctionnement et d'intérêt existant entre celui qui *pense* le monde et celui qui veut *agir* sur le monde. La nécessité parallaxique (*i.e.* le « mouvement » de l'observateur) demande à analyser d'autres réalités avec des instruments théoriques différents. En partant du constat d'un certain échec de la tradition critique

eurocentriste, ses interrogations portent sur la construction d'« épistémologies du Sud » à la suite de Baobventura De Sousa Santos (2011). En conséquence, « des alternatives critiques sont à chercher en dehors de cette tradition ». Ainsi que l'affirme Kane, « questionner la critique dans ses prétentions à la validité de catégories épistémiques considérées comme universelles ne saurait emprunter les mêmes chemins selon qu'on se situe dans l'espace naturel de naissance de la théorie critique ou dans des univers *autres* qui se trouvent être pris comme objets d'étude par la critique occidentale ». Maurice Merleau-Ponty (2010) effectuait par exemple une distinction entre *l'universel de surplomb* et *l'universel latéral* dont l'objectif était évidemment de rejeter une forme d'universalisme impériale, mais sans renoncer à l'idée même d'universel, sauf que celui-ci doit permettre de sortir de la tyrannie de principes abstraits pour y substituer des universels ajustés au plus près des réalités sociales. Les communs de l'humanité doivent se construire à la croisée des mondes singuliers qui en portent les différences. Il faut donc faire rupture et en même temps sans faire complètement table rase, il s'agit plutôt de s'appropriier et de relocaliser les apports de l'Occident pour mieux s'en dégager, notamment prendre au sérieux ce que Paul Gilroy (2010) désigne comme la *double conscience*, c'est-à-dire l'effort permanent d'être à la fois contre et le produit d'une domination occidentale. Kane s'intéresse ainsi aux rapports entre production scientifique et discours de sens commun, la *doxa*, et plus précisément à la figure du *subalterne* qui, pour lui, ne peut guère être considéré comme un sujet social, donc conscient de lui-même et susceptible de se faire entendre. En fait, s'il existe, c'est principalement à travers les représentations de celles et ceux qui prennent la parole. À partir même du moment où les subalternes ne maîtrisent ni la langue ni les codes propres au discours savant, ils se trouvent condamnés à être justement représentés.

Parmi les modèles d'analyses permettant de penser une critique plus particulièrement attentive à l'ordre communicationnel, ce sont ici les travaux issus de l'École de Francfort, de l'économie politique de la communication et des *Cultural Studies* qui sont les plus souvent cités ; ce qui ne veut pas dire que ces apports ne sont pas eux-mêmes l'objet de critiques, tant s'en faut. George envisage par exemple de réfléchir au développement d'une épistémologie critique sur la base des apports de ces trois ensembles de travaux tout en en proposant leur dépassement. Également intéressé par un travail « aux frontières » et dans les marges, Ouellet propose une relecture hétérodoxe de Karl Marx reposant notamment sur le courant de la critique de la valeur, afin de « repenser la théorie critique en communication au-delà de la tendance réifiante propre aux approches traditionnelles en économie politique de la communication et du subjectivisme des courants culturalistes ». Il s'agit là d'aller également au-delà des impasses dans lesquelles nous aurions conduit certains travaux issus, d'une part, de l'École de Francfort et d'autre part, des *Cultural Studies*. Son objectif consiste alors à dessiner les contours d'une économie politique culturelle consacrée au rôle de la communication dans le cadre du capitalisme, susceptible « d'identifier les changements qualitatifs et dialectiques entre les formes de subjectivité et d'objectivité sociales ». Cet élan se trouve également au cœur de la contribution de Christophe Magis qui, se situant au carrefour de l'économie politique de la communication et de la *Théorie critique*, en appelle à un réinvestissement de la première à partir d'une relecture critique des propositions de la seconde quant à la réalité esthétique des œuvres dans la production industrielle de biens culturels. Il estime que l'étude des industries culturelles s'est « sensiblement éloignée d'une réflexion *sur* et *à partir* d'une critique des contenus symboliques et des productions culturelles », réflexion qui était pourtant l'une des focales privilégiées de la pensée critique francfortoise concernant l'industrie culturelle. Il propose en conséquence de concevoir une théorie des industries culturelles qui, tout en continuant d'accorder une place centrale à l'approche socio-économique, susceptible de rendre compte des mutations de l'industrialisation de la culture et de la communication dans le capitalisme contemporain, se verrait complétée par des considérations d'ordre esthétique qui seraient susceptibles de redonner une consistance théorique aux contenus mêmes des industries. Ce « réinvestissement pourrait par exemple

permettre de mettre en relation certaines formes de production ou de diffusion avec des “contenus” pouvant favoriser des formes d’émancipation, en exaltant par exemple ce qu’Oskar Negt et Alexander Kluge appellent une “subjectivité rebelle” (Neumann, 2008) ».

À cet intérêt pour les contenus, répond celui pour les dispositifs techniques, lequel traverse sans surprise plusieurs contributions. Dans le sillage d’Harold Innis (1950, 1951), Luiz C. Martino considère que la pensée critique « ne peut pas passer à côté du fait majeur de notre époque : *l’introduction de la technologie dans le domaine de la communication* », notamment car « la médiation technologique engendre un nouveau régime d’influence et apporte de nouvelles conditions pour la culture et pour les pratiques politiques ». Aussi, paraît-il évident au chercheur brésilien que la critique se doit de placer au cœur de sa réflexion « *l’expérience sociale* structurée par les technologies du symbolique ». S’il faut s’inscrire en faux contre toute forme de déterminisme technique, il semble en effet important de tenir compte de la dimension technique des dispositifs médiatiques et de communication. Car « lorsque c’est la science et la technologie qui sont la source de la création de la richesse matérielle », constate Ouellet, « l’aliénation ne se limite plus au travail concret du travailleur. C’est plutôt le temps historique objectivé, lequel correspond au patrimoine intellectuel, culturel et scientifique de l’humanité, ce que Marx nomme dans les *Grundrisse* le *general intellect*, qui est désormais au fondement de la productivité, mais également de l’aliénation ». Et d’ajouter :

« Une théorie critique et dialectique en communication doit envisager la possibilité que la réappropriation collective des connaissances et de la puissance sociale constituées historiquement sous une forme aliénée puisse dépasser les formes de domination et les contradictions engendrées par le capitalisme avancé. [...] En clair, l’émancipation sociale ne signifie pas se désengager ou se délier de toute forme de médiation sociale, mais plutôt briser la « cage de fer » wébérienne des catégories capitalistes que sont le travail, la marchandise et la valeur, lesquelles consistent en des médiations autonomisées sous la forme d’abstractions réelles. [...] Une théorie critique du rôle de la communication dans le capitalisme doit ainsi être capable d’identifier les changements qualitatifs et dialectiques entre les formes de subjectivité et d’objectivité sociales si elle veut adresser les changements culturels plus larges et les forces sociales qui rendent possible le dépassement du capitalisme.

Partant de la distinction faite par Horkheimer entre *théorie traditionnelle* et *théorie critique* pour envisager le possible comme l’idée d’un potentiel émancipatoire, le chapitre de Guéguen propose, quant à lui, de remettre en cause le modèle techniciste du possible que l’on trouve dans nombre de travaux portant sur les usages d’Internet et des technologies numériques d’information et de communication (TNIC). Et « s’opposer au réductionnisme technique », précise la philosophe, « c’est ne pas oublier que, si le possible suppose un conditionnement matériel et technique, il revêt avant tout un sens pratique, ce pour quoi il procède essentiellement des attentes et des exigences des acteurs sociaux ». C’est, de surcroît, éviter de tomber, là encore, dans une forme de réduction temporelle qui, « détachant le possible de son ancrage dans un temps long, contribue à le dissoudre dans une sorte d’immédiateté. Si la question du possible représente un enjeu central de la critique pour les études sur les TNIC et Internet, c’est donc parce qu’elle est inséparable de cet horizon d’un temps long ou d’un devenir, c’est-à-dire d’une histoire qui, résultant de la seule action et de la production humaine, interdit de céder à la rhétorique de la fatalité ».

L’ouvrage se termine par un codicille proposant une réflexion approfondie sur les sciences de l’information et de la communication (SIC) françaises dont l’axiomatique fait fond sur les attendus de l’interdisciplinarité et de la « raison communicationnelle ». Granjon propose de rendre compte des « coûts transactionnels » nécessaires à celles et ceux qui, depuis les SIC, souhaitent développer une production scientifique critique en partant de ces deux piliers épistémiques : « Penser la totalité sociale, ses appuis communicationnels et leurs différents moments nécessite de comprendre les faits sociaux (de communication) comme des réalités

dynamiques structurées, aux raisons plurielles, changeantes, contradictoires mais solidaires, dépendantes les unes des autres et qu'il convient d'appréhender de manières différentes et à des moments divers ». L'interdisciplinarité doit donc servir en ce cas à « saisir les difficultés dialectiques de la réalité sociale en tant qu'elles participent d'une totalité ». Saisir cette totalité nécessite par ailleurs de faire fond sur un constructivisme qui ne serait pas tant « communicationnel » que « politique » et qui, comme le souligne Ian Hacking (2008) doit être *historique* pour révéler la contingence sociale et historique des faits, mais plus sûrement encore un constructivisme de *dévoilement* (ou de *réforme*) en ce qu'il permet de mettre à nu les formes de domination et porter un jugement sur des faits sociaux qui ne vont pas dans le sens de la réalisation du sujet, et idéalement un constructivisme qu'il qualifie de *rebelle* ou de *révolutionnaire* quand celui-ci pose la nécessité de faire radicalement évoluer les faits négatifs mis au jour et réprochés.

Si une telle analyse ne pourrait être directement transposable dans d'autres pays, ne serait-ce que parce dans la tradition anglo-saxonne, les origines des études en communication ont plus à voir avec les humanités et les arts qu'avec les sciences sociales, la grille d'analyse proposée s'avère toutefois précieuse. Elle insiste notamment sur le fait que l'un des obstacles centraux au développement d'une pensée critique conséquente consiste sans doute à faire admettre l'importance d'envisager un « nouveau monde » en puissance à partir de la construction de perspectives normatives que les chercheuses et chercheurs en sciences sociales et humaines ne sont que rarement invités à mobiliser. Comme nous l'avons déjà mentionné *supra*, l'académisation et l'autonomisation du champ intellectuel comme champ de production de biens symboliques critiques tend à maintenir la critique dans des espaces dont on peut penser qu'ils amenuisent un tant soit peu sa portée politique. Afin de recouvrer cette charge politique, peut-être que la critique académique, pourrait commencer par conduire systématiquement les luttes sociales allant à l'encontre des logiques : a) de démantèlement d'une université formant des sujets critiques au profit d'une université produisant la main d'œuvre pour les bassins d'emploi qui lui sont régionalement liés ; b) d'inféodation aux « nouveaux » commanditaires de la recherche dont Lacroix rappelle qu'ils « orientent et fréquemment déterminent directement les objets en fonction de leurs besoins de maximiser leur rentabilité » ; c) de dominations qui s'exercent sur/par les universitaires : contrôle du droit d'entrée, gestion des carrières, effets de censure éditoriale, etc. Par ailleurs, le renforcement du lien avec le politique pourrait également s'opérer en indexant le travail de production théorique non plus seulement à la description, à l'analyse et à l'évaluation des formes de domination, d'injustice, d'aliénation, ou de pathologies sociales, mais aussi à la nécessité de produire des théories de l'émancipation, lesquelles sont en quelque sorte, l'autre face du dispositif critique, celui qui vient compléter le travail du négatif (Corcuff, 2012). L'émancipation est souvent considérée comme relevant de dynamiques de libération et d'accroissement de la puissance de penser et d'agir des individus, liée à des phénomènes de subjectivation individuels et collectifs qui se fondent en premier lieu sur la critique de l'idéologie : « L'émancipation vraie est d'abord l'effet d'un savoir qui désillusionne, d'une prise de conscience qui restitue le sujet à lui-même à la fois théoriquement et pratiquement, ou du moins elle se rattache à un tel savoir » (Cusset, Haber, 2002 : 20). Si l'émancipation est un travail intellectuel de prise de conscience, alors ce que font les sciences sociales critiques, leur travail de dévoilement et de mise au jour des ordres sociaux observables *hic et nunc* participent effectivement à cette émancipation : « découvrir le monde sous un jour nouveau, produire une vision du monde social qui rompe avec la vision commune tout en s'efforçant de rendre compte de cette vision de "sens commun". Et dans la mesure où l'ordre social est sous-tendu par des rapports de domination, il s'agit aussi de dévoiler le fonctionnement, à la fois connu et méconnu, des mécanismes de domination » (Mauger, 2013 : 76) Toutefois, on peut également considérer qu'il ne s'agit là que d'une première étape et que les sciences sociales se doivent d'envisager aussi les problèmes qu'elles traitent sous l'angle de la nécessité du dépassement pratique et politique, autrement dit de

la *praxis*, dont Sénécals rappelle qu'elle « unit théorie et pratique, existence et conscience, faits et valeurs », afin d'étayer la théorie sur un horizon d'attente normatif portant ce qui pourrait ou devrait advenir.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bensaïd (Daniel), *Penser Agir*, Paris, Nouvelles éditions Lignes, 2008.

Corcuff (Philippe), *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, 2012.

Cusset (Yves), Haber (Stéphane), *Le vocabulaire de l'école de Francfort*, Paris, Ellipses, 2002.

Freitag (Michel), *Le naufrage de l'université. Et autres essais d'épistémologie politique*, Québec/Paris, Nuit Blanche Éditeur/La Découverte, 1995.

Gilroy (Paul), *L'Atlantique noir. Modernité et double conscience*, Paris, Éditions Amsterdam, 2010.

Goody (Jack), *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

Gumucio Dagron (Alfonso), Tufte (Thomas), *Antología de comunicación para el cambio social: lecturas históricas y contemporáneas*, New Jersey, Consorcio de comunicación para el cambio social, 2008.

Hacking (Ian), *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, Paris, La Découverte, 2008.

Horkheimer (Max), *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris, Gallimard, 1996.

Kane (Oumar), George (Éric), dir., actes du colloque *Où (en) est la critique en communication ?*, Montréal, Palais des Congrès, 2013, <http://gricis.uqam.ca/activites/colloques/article/ou-en-est-la-critique-en>.

Mauger (Gérard), *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du croquant, 2013.

de Melo (José Marques), « Communication theory and research in Latin America: a preliminary balance of the past twenty-five years », *Media, Culture & Society*, vol. 10, n° 4, 1988, pp. 405-418.

Merleau-Ponty (Maurice), « Rapport pour la création d'une chaire d'Anthropologie sociale », *La lettre du Collège de France*, 2010, <http://lettre-cdf.revues.org/229>.